

BÉJAÏA Partiellement suivie

Le mouvement de grève auquel a appelé l'intersyndicale de la Fonction publique regroupant une quinzaine de syndicats autonomes a été partiellement suivi dans la wilaya de Béjaïa. En effet, la majorité des institutions publiques ont fonctionné normalement, notamment au chef-lieu de wilaya.

Certains fonctionnaires que l'on a abordés à ce sujet ignoraient carrément le mot d'ordre de cette journée : «Croyez-vous que nous ne l'avons su que ce matin par le biais de la presse, nous sommes certainement concernés par des revendications actuelles, à savoir les salaires de misère qu'on touche et l'inflation caractérisée que nous vivons ces dernières années, mais je pense que les syndicats locaux n'ont pas joué leur rôle cette fois-ci», nous dira un employé du secteur sanitaire, rencontré devant l'hôpital Khellil-Amrane.

Le secteur de l'éducation a connu quelques perturbations engendrées, il faut le souligner, par des élèves du collège de Nacéria qui ont déserté leurs classes avant de mener une marche spontanée dans les ruelles de la ville où ils ont été pourchassés par des policiers.

Kamel Gaci

SÉTIF Peu d'écho

La grève générale décidée par une douzaine de syndicats autonomes n'a pas été largement suivie par les fonctionnaires de la Fonction publique dans la wilaya de Sétif.

Hormis le secteur de l'enseignement et à un degré moindre celui de la santé, les autres secteurs n'ont pratiquement pas suivi le mot d'ordre de grève.

En ce qui concerne l'enseignement, les établissements scolaires de la wilaya de Sétif n'ont pas connu la grande affluence dans la journée d'hier. Et pour cause, la grève d'une journée lancée par les syndicats autonomes de la Fonction publique a été largement suivie par les enseignants.

Dans les écoles primaires et CEM, l'ambiance était morose. Pas de cours, ni de professeurs présents en salle, hier. Tous avaient répondu présents à la journée de protestation. Selon les chiffres, non officiels, communiqués en fin de journée d'hier, la grève a été suivie à 16% par les enseignants et travailleurs de l'éducation nationale, et à 40% dans l'enseignement supérieur. Pour la santé, seuls les secteurs sanitaires de Sétif et Ain Abessa ont suivi le mot d'ordre avec respectivement 80 et 75%. Concernant les autres administrations, aucune perturbation n'a été enregistrée en ce mardi, ce qui démontre que la grève est restée particulièrement sans écho.

I. S.

AÏN-DEFLA Débrayage à plus de 90%

La majorité des services publics ont été paralysés par la grève initiée par le Snapap. Au-devant des bâtiments publics, de larges banderoles étaient accrochées aux entrées. Au siège de la wilaya, la quasi-totalité du personnel était dans la cour dès 8h00 du matin.

Selon des informations que nous avons pu recueillir au niveau de la cellule Snapap installée au siège de la wilaya, le taux de suivi dépasse les 90% tous corps confondus. Au niveau de certaines administrations acquises à cette formation syndicale, il a atteint les 100%.

Karim O.

UNIVERSITÉS

La grève suivie à 60 %, selon le Cnes

Les universités et les instituts d'enseignement supérieur ont plongé, hier, à l'appel de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, dans l'ambiance caractéristique des débrayages. Le coordinateur national du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), Malek Rahmani, parle d'un taux de suivi équivalent en moyenne à 60%.

Sofiane Aït-Iffis - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation dans les universités et les instituts aurait assurément été plus dense si le Cnes n'était pas miné par des fractures organiques.

L'université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB), naguère bastion du syndicat pour la région centre, s'est ostensiblement démarquée de la protesta.

Les cours ont eu lieu normalement. La section Cnes dans cette faculté est en rupture de banc avec la coordination nationale. Un conflit qui perdure, en dépit d'une tentative de réconciliation en date du 11 janvier dernier.

Le coordinateur national du Cnes reconnaît le peu de suivi de la grève dans cette université. Une situation

pour lui, déplorable. La grève de 2006, de laquelle s'étaient démarqués les syndicalistes du Cnes qui incarnent aujourd'hui la coordination nationale du syndicat, est pour l'essentiel de ce retrait par rapport à la protestation que marque globalement l'USTHB.

Le même antécédent a perturbé le mouvement de grève à l'université de Béjaïa.

En témoigne la réaction de cet enseignant autrefois membre actif du syndicat : «J'ai assuré normalement mon cours», a-t-il avoué, rappelant au passage la fracture au sein de l'organisation produite par la fameuse grève de 2006.

L'université d'Alger, un autre espace où le Cnes prétend à une conséquente représentation, n'a pas vécu elle-aussi le summum de la

mobilisation.

Elle a connu un suivi mitigé du mot d'ordre de grève. L'ambiance a été plutôt celle des jours ordinaires de cours.

Le coordinateur national du Cnes se range à ce constat. Il lui trouve cependant une explication : «le problème au niveau de l'université d'Alger est que près de 40% des enseignants ont le statut de vacataire et ces derniers, comme vous devez le savoir, n'ont pas le droit de faire grève».

Selon lui, le taux de suivi de la grève a été enregistré dans les instituts et dans les universités où la représentativité du Cnes est de loin prépondérante.

M. Rahmani fait valoir au demeurant un taux d'adhésion au syndicat de l'ordre de 60%. «Sur les 29 000 enseignants, 15 000 adhérents au Cnes», donne-t-il à noter.

Le coordinateur du Cnes estime, en dépit des ratages provoqués par les frictions internes, que la protestation a réussi. Il dit, au demeu-

rant, s'être attendu à cette réussite, tant le marasme dans le secteur est des plus éprouvants.

«Le gouvernement poursuit d'ignorer les revendications des enseignants du supérieur.

Il renie dix années de promesses et d'engagements. C'est du mépris, vocifère-t-il.

L'attitude du gouvernement dicte, semble-t-il, au syndicat de maintenir la pression. Hier, des assemblées générales ont été organisées au niveau des universités.

La faculté de Bouzaréah a fait exception, pour cause d'indisponibilité, pour des motifs divers, de militants syndicaux.

Ces assemblées générales se sont voulues des espaces de réflexion et de propositions pour un programme d'action futur.

Des actions que décidera, en dernier ressort, le conseil national du syndicat qui se réunira le 24 janvier prochain à Alger.

S. A. I.

CONSTANTINE

Forte adhésion

Le mot d'ordre de grève des syndicats autonomes de la Fonction publique a été largement suivi à Constantine. Selon le communiqué du secrétaire général de wilaya du Snapap, le taux de participation a atteint une moyenne de 80% au sein des adhérents des syndicats et ce, à travers plusieurs secteurs.

Ilhem Tir - Constantine (Le Soir) - Pour la formation professionnelle, le taux a été de 70% avec une forte demande d'adhésion des travailleurs affiliés à l'UGTA qui ont rejoint la protestation.

Pour le secteur des affaires sociales, ils étaient 80% à répondre affirmativement à l'appel de l'intersyndicale.

Les mêmes taux ont été observés pour les travailleurs des services agricoles et ceux de la santé à travers les différents établissements hospitaliers spécialisés.

Un fort pourcentage également pour le secteur de la jeunesse et des

sports avec 90% de grévistes et 70% pour la culture.

Cependant et toujours selon le même communiqué, les rapports réunis donnent un taux moyen de 40% pour le secteur des collectivités locales.

Ces rapports renseignent, selon les syndicalistes, sur le ras-le-bol des travailleurs qui demandent le maintien de la pression et de la protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications dont l'amélioration du pouvoir d'achat.

Concernant le secteur de l'éducation, les représentants de la SNTE précisent que le débrayage a été suivi à 90% au niveau des établissements primaires de la wilaya et à hauteur de 85% au niveau du palier moyen.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, la participation semble plus mitigée et varie entre 30 à 40%.

Par ailleurs, la journée d'hier a été marquée par la tenue de l'assemblée générale du Syndicat national des

professeurs et docents en sciences médicales et du syndicat des maîtres assistants au niveau de l'amphi du département de médecine.

Une réunion pour exprimer l'adhésion des syndicats au mouvement national de protestation ainsi que leur refus de la nouvelle grille des salaires de la Fonction publique qui «ne répond pas aux attentes de l'enseignant hospitalo-universitaire ni aux promesses tant exprimées par le ministère de la Santé».

Ils expriment aussi leur étonnement quant à la gestion du dossier du statut particulier de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire par le ministère de l'Enseignement supérieur et le mutisme qui règne depuis quelque temps.

Enfin, il est à noter que les deux bureaux régionaux des deux syndicats ont décidé d'adhérer au mouvement de protestation de trois jours prévu au mois de février.

I. T.

POUR PROTESTER CONTRE LE PROGRAMME QU'ILS JUGENT CHARGÉ

Débrayage des lycéens de Ben-Aknoun samedi prochain

Après le mouvement de grève auquel ont appelé les enseignants du secteur de l'éducation, c'est au tour des lycéens de monter au créneau en entamant des actions de protestation au niveau de certains lycées de la capitale.

Des délégués des élèves évoquent même le fait que le mouvement de grève pourrait gagner les autres lycées du territoire national.

Les élèves des classes de terminale comptent ainsi protester contre le nouveau

programme qu'ils jugent trop chargé. Ces classes d'examen passeront en effet le premier baccalauréat de la réforme au mois de juin prochain.

Ce sont les élèves du lycée Ibn-Nas qui, les premiers, ont entamé une

grève dimanche dernier. Samedi prochain et selon des délégués des élèves, ce sera au tour des lycées de Ben-Aknoun de se joindre au mouvement de protestation en boycottant les cours.

F. Z. B.